

[Texte]

our document, we had supported it and we ought to work positively in the General Assembly to have it move forward in the deliberations of the Second Committee. In fact, a member of your subcommittee, Mr. Stanbury, is our spokesman on the Second Committee and he has been given that support in my statement to the delegation.

I believe, at the United Nations and in these other forums we have made progress on commodities, trade liberalization, the transfer of resources, industrial co-operation, food and agriculture. We must ensure that the evolution of the international economic system continues in the right direction. We must take advantage of the improved international atmosphere. I believe a lack of will on the part of developed or developing countries in the field of international economic co-operation would result in our losing the gains made at the Seventh Special Session.

The next steps in the process are the Conference on International Economic Co-Operation in Paris or the so-called producer consumer conference, ongoing discussions in commodity councils leading up to UNCTAD IV in Nairobi, the continuing multilateral trade negotiations under GATT and the discussions of international financial and monetary issues at the IMF. In each of these forums we shall be putting forward positions which reflect Canada's economic interests and our desire to strengthen the co-operation with developing countries.

The Conference on International Economic Co-Operation will hold a ministerial session in December. I hope to attend that session which I think will be a very crucial event in the evolution of international economic co-operation. Certainly, the atmosphere that prevailed at the Seventh Special Session will have a favourable effect on the atmosphere at the Conference on International Economic Co-Operation. We have, obviously, a vital interest ourselves to pursue at this conference. There will be four commissions, two of which are of primary concern to Canada, the Commission on Raw Materials, and the Commission on Energy, and it probably will see these Commissions, for a period of a year, discussing the whole question of raw materials, which is a big item in the context of the new International Economic Order, with probably at the end of the year some report to Ministers.

• 1605

That is really the next incident in this unfolding scene. We are now preparing for that meeting. We have not yet completed our preparations and we have not sought final approval of our positions from the Cabinet.

I want now to turn to some other general comments. Just as the Canadian International Development Board under the Chairmanship of Mr. Gérin-Lajoie advises me on development assistance matters, the Interdepartmental Committee on Economic Relations with Developing Countries, under the Chairmanship of Mr. Robinson, advises me on the broader multi-dimensional issues that we are continuing to deal with. I wish to stress the interdepartmental nature of the government's consideration of these issues. Thus, through our aid program and through other measures of co-operation with developing countries, we are seeking ways of lessening disparities between developed and developing countries.

[Interprétation]

avons appuyé; nous devons travailler au sein de l'assemblée générale pour qu'il soit étudié lors des délibérations du deuxième comité. Un membre de votre sous-comité, M. Stanbury, est notre porte-parole au deuxième comité et je lui ai donné mon appui lors de mon exposé devant les délégués.

J'estime qu'aux Nations Unies et dans les autres cercles où sont débattues ces questions, nous avons fait des progrès en ce qui concerne les produits de base, la libéralisation des échanges, le transfert des ressources, la coopération industrielle, l'alimentation et l'agriculture. Il nous faut maintenant veiller à ce que l'évolution du système économique international se poursuive dans la bonne voie. Nous devons profiter de l'amélioration de la conjoncture internationale. Si la détermination des pays industrialisés ou des pays en voie de développement devait fléchir dans le domaine de la coopération économique internationale, je crois que nous perdrons les gains réalisés lors de la septième session extraordinaire.

Les prochaines étapes seront: la conférence sur la coopération économique internationale de Paris réunissant des pays producteurs et consommateurs, les discussions que poursuivent les conseils de produits de base en vue de préparer la quatrième conférence de la CNUCED à Nairobi, les négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide du GATT et la discussion des problèmes financiers et d'intérêts internationaux au sein du FMI. Les positions que nous adopterons à chacune de ces étapes refléteront les intérêts économiques canadiens et notre désir de renforcer la coopération avec les pays en voie de développement.

La conférence sur la coopération économique tiendra une session ministérielle en décembre. J'espère pouvoir participer à cette réunion d'importance primordiale. L'atmosphère qui a régné lors de la septième session extraordinaire ne peut qu'être bénéfique à l'atmosphère de la conférence sur la coopération économique internationale. Il ne fait pas de doute que cette conférence présente un grand intérêt pour le Canada. On formera 4 commissions, dont 2 intéressent particulièrement le Canada, la Commission des matières premières et la Commission de l'énergie. Ces commissions étudieront probablement toute la question des matières premières pendant une année et ce sujet a certainement son importance dans le contexte du nouvel ordre économique international; à la fin de cette année on fera rapport au ministre.

Voilà donc ce qui se prépare de ce côté-là et nous nous préparons pour cette réunion. Nous n'avons pas encore terminé et nous n'avons pas encore demandé au Cabinet d'approuver nos positions.

J'aimerais maintenant passer à quelques sujets généraux. A l'instar du Conseil canadien de développement international, lequel, présidé par M. Gérin-Lajoie, me conseille sur les questions d'aide au développement, le comité interministériel sur les relations économiques avec les pays en voie de développement que dirige M. Robinson me conseille sur les grands problèmes multidimensionnels qui nous intéressent. Permettez-moi de souligner le caractère interministériel de notre étude de ces problèmes. Par la voie de notre programme d'aide et d'autres mesures de coopération avec les pays en voie de développement, nous cherchons ainsi des moyens de combler le fossé qui existe entre pays industrialisés et pays en voie de développement.